

Zevenger

(2015)

“La géopolitique du Proche-Orient
expliquée à Hollande, Fabius
et autres imposteurs
qui nous gouvernent.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

[Page web](#). Courriel : jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de : "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle :

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, sociologue, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi, à partir de :

Zevenger

“La géopolitique du Proche-Orient expliquée à Hollande, Fabius et autres imposteurs qui nous gouvernent.”

Le blog Zevenger.wordpress.com, 30 décembre 2015.

Monsieur Ivo Rens nous a transmis, le 28 janvier 2016, l’autorisation de l’auteur de diffuser ce texte en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriels : Ivo Rens : Ivo.Rens@unige.ch

Le blog Zevenger.wordpress.com.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

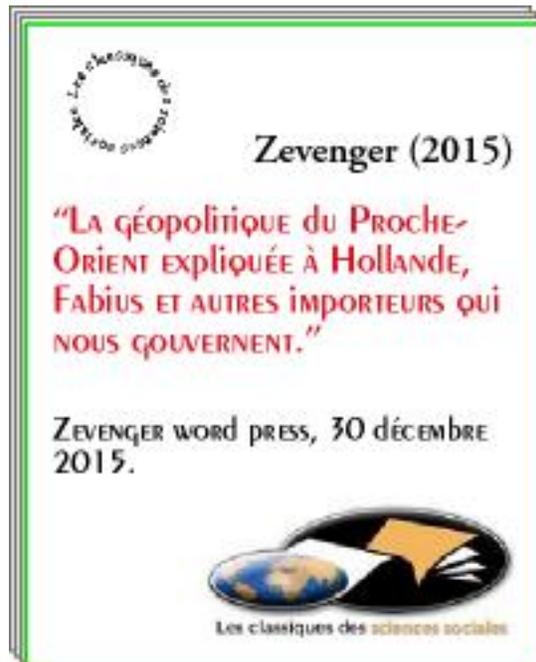
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

Édition numérique réalisée le 21 septembre 2016 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Zevenger

“La géopolitique du Proche-Orient expliquée
à Hollande, Fabius et autres imposteurs
qui nous gouvernent.”



Le blog Zevenger.wordpress.com, 30 décembre 2016.

Table des matières

[Quant un autre américain succède à « Sarko l'américain »](#)

[Une culture successive de l'échec](#)

[Pourquoi sont ils aussi nuls ?](#)

[PARTIE 1 : HISTOIRE ET GÉOPOLITIQUE DU MOYEN ORIENT](#)

[Quelques points de repère historiques](#)

[Les peuples du moyen orient](#)

[L'État juif d'Israël](#)

[Les religions : Islam chiite et sunnite, judaïsme et christianisme](#)

[L'islam radical, de l'État islamique « EI » au terrorisme](#)

[Le problème des matières premières : pétrole et gaz.](#)

[PARTIE 2 : L'INTERVENTIONNISME DES ÉTATS-UNIS AU PROCHE-ORIENT](#)

[La stratégie mondiale des États-Unis](#)

[La stratégie des États-Unis appliquée au Proche-Orient](#)

[2003-2008, L'ère G. W. Bush la grande déstabilisation du Proche-Orient](#)

[La Syrie, dans le collimateur des euro-atlantistes](#)

[La Syrie est en guerre \(et non pas en guerre civile\)](#)

[Comment mener une guerre en zone urbaine ?](#)

[L'illusion d'une opposition modérée](#)

[La coalition occidentale en guerre contre les islamistes ?](#)

[PARTIE 3 : LA FRANCE, NOUVEAU VASSAL DES ÉTATS-UNIS](#)

[La « nouvelle » France, 100% atlantiste entre dans le jeu](#)

[Le « cas » Fabius](#)

[Le scénario du départ de Bachar el-Assad](#)

PARTIE 4 : QUE FAUDRAIT-IL FAIRE ?

La politique de la Russie : un modèle de cohérence

Deux conditions indispensables : le renseignement et une armée de terre

La non politique de la France, y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Ce qu'aurait fait un vrai Président de la République française

L'Europe de l'Atlantique à l'Oural

Une alternance à l'UMP-PS, c'est pour quand ?

Zevenger

“La géopolitique du Proche-Orient expliquée à Hollande, Fabius et autres imposteurs qui nous gouvernent.”

Le blog Zevenger.wordpress.com, 30 décembre 2016.



[Retour à la table des matières](#)

Les attentats récents à Paris ne peuvent être découplés de la politique étrangère aberrante du gouvernement Hollande au Proche-Orient ainsi que de celle de son prédécesseur. En effet, cette dernière sert en réalité les intérêts de Washington au détriment de ceux de notre pays. L’objectif de cet article est de présenter une analyse de la situation puis de proposer une politique alternative correspondant aux véritables intérêts de la France.

François Hollande fut élu en 2012 non pour sa capacité supposée à gouverner la France mais pour faire barrage, après un quinquennat catastrophique, à l’un des pires présidents que connut la République française. Le candidat naturel des « socialistes » ¹ M. Strauss Kahn,

¹ Le terme socialiste étant depuis longtemps devenu une façade, il sera systématiquement mis entre guillemets.

nonobstant sa ligne politique européiste et libérale, semblait à minima posséder la dimension pour le poste. Malheureusement pour lui, sa carrière s’est brisée sur l’affaire que tout le monde connaît, laissant pour le P « S » un vide à combler quelques mois avant l’élection présidentielle. L’homme du compromis, qui allait précéder les compromissions, fut alors élu un peu par hasard et beaucoup par défaut.

Quant un autre américain succède à « Sarko l’américain »

[Retour à la table des matières](#)

Ce jour de mai 2012, François Hollande se retrouva donc un peu perdu à la tête du pays, et à l’instar de son prédécesseur, dans un costume bien trop grand pour lui.

Comme on le constate depuis lors, à défaut d’avoir une ligne politique et stratégique personnelle, il fit le choix d’imiter le modèle dominant et de s’y soumettre.

Les causes de ces choix sont d’abord à rechercher du côté de sa formation initiale à l’ENA, où l’on apprend pas à penser mais à reproduire [1], puis du côté de son atlantisme forcené issu de son conditionnement chez les « [Young leaders](#) » de la [French American Fondation](#) . L’[annuaire de cette organisation](#) est par ailleurs très instructif et on y apprend que François Hollande fait partie de la promotion 1994.

Une culture successive de l’échec

Les résultats de l’action du président furent rapidement visibles avec une politique économique en échec dans la continuité de celle de Sarkozy. La première cause de cet échec étant liée à une incompréhension chronique de la situation associée à l’utilisation de recettes éculées.

Ajoutons une soumission à l’hégémonie Allemagne dans le cadre de l’Union Européenne et enfin une politique étrangère euro-

atlantiste dictée par l’Amérique et quelques États « excités » de l’ex-URSS intégrés on ne sait pourquoi dans l’UE et dans l’OTAN.

La [crise ukrainienne](#) [2] fut la première occurrence qui montra de manière flagrante l’impéritie du président de la République et surtout celle de son ministre des affaires étrangères, Fabius, dans le domaine de la géopolitique. En effet, après un alignement aveugle sur la politique US et sur celle de la...Pologne, les intérêts de la France furent gravement compromis avec le refus de la vente des Mistral à la Russie et le soutien de sanctions injustes envers cette dernière [2].

Aujourd’hui, la crise syrienne, autrement plus grave avec les conséquences que l’on a constaté à Paris, démontre une fois de plus une méconnaissance totale de la géopolitique. En effet, chaque prise de position du gouvernement français correspond systématiquement à la pire option possible.

M. Hollande, son ministre des affaires étrangères et leurs conseillers auraient besoin d’un sérieux aggiornamento. Même si cette démarche est vaine, il faut que quelqu’un leur explique quelle est la situation réelle au Proche-Orient et ce qu’il conviendrait de faire.

Pourquoi sont ils aussi nuls ?

[Retour à la table des matières](#)

Un aspect frappant du contexte gouvernemental concerne le niveau particulièrement faible de la génération d’hommes politiques au pouvoir depuis 2007. S’agit il prosaïquement d’un problème lié à la génération soixante-huitarde ? Ou les causes sont elles plus profondes avec le délitement de l’enseignement français ² qui est devenu une véritable « [fabrique du crétin](#) » même à haut niveau, hypothèse plausible pour les membres les plus jeunes des équipes gouvernementales.

² Voir le classement triennal mondial [PISA](#) où la France perd régulièrement des places.

PARTIE 1 : HISTOIRE ET GÉOPOLITIQUE DU MOYEN ORIENT

Quelques points de repère historiques

[Retour à la table des matières](#)

Sans entrer dans l’histoire détaillée de cette région, signalons que du VII^e siècle à la première guerre mondiale, cet espace constituait l’Empire ottoman, d’abord sous domination arabo-musulmane puis sous celle des Turcs.

Après la première guerre mondiale, les Turcs faisant partie des vaincus, car alliés de l’Allemagne, virent leur Empire dépecé entre la France et l’Angleterre coloniales à la suite des accords [Sykes-Picot](#). Le traité de Lausanne en 1923 redécoupa la région en fonction des appartenances religieuses et le déplacement correspondant de millions de personnes. Enfin ces pays finirent par obtenir une relative indépendance au milieu du XX^e siècle après la seconde guerre mondiale.

Parmi les 4 principales dimensions permettant d’appréhender le contexte du moyen orient, les 3 premières sont endogènes :

- les peuples,
- les religions,
- les ressources en matières premières,

et la dernière est exogène :

- la politique interventionnistes des puissances étrangères, en particulier celles des États-Unis.

Et puisque dans géopolitique, il y a le terme géographie, on va commencer par examiner des cartes.

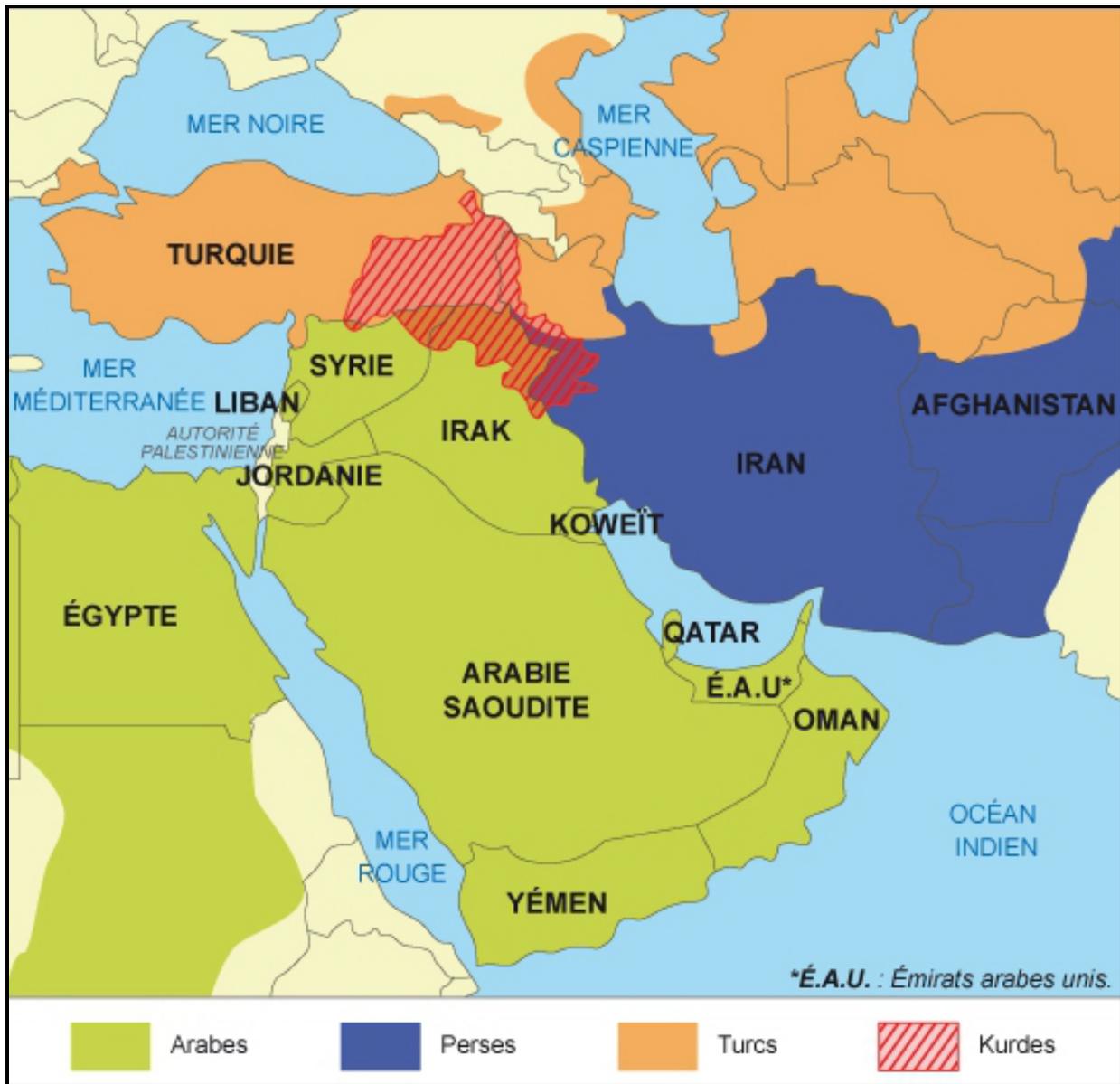
Les peuples du moyen orient

[Retour à la table des matières](#)

Les principaux peuples du moyen orient sont au nombre de 5 :

- Arabes,
- Perses,
- Kurdes,
- Turcs,
- Juifs.

Ces peuples occupent chacun plusieurs pays distincts sauf les Juifs qui occupent quasi exclusivement l'État d'Israël et les Kurdes qui, n'ayant pas d'État propre vivent à cheval sur trois pays : la Turquie, la Syrie et l'Irak.



L'État juif d'Israël

[Retour à la table des matières](#)

L'État d'Israël occupe une position particulière dans la mesure où le peuple juif, chassé de sa terre voici 2000 ans se retrouva disséminé sous la forme d'une diaspora. Cette dernière fut persécutée durant toute cette période avant l'épisode final de la *shoah* qui se termina par l'extermination d'environ 5 millions de Juifs par les nazis.

À la fin de la guerre, l'Occident repentant, décida du retour des Juifs sur leur terre d'origine grâce à un certificat de propriété revendiqué et vieux de 2000 ans !

La société israélienne, de type démocratie occidentale, est peu compatible avec celle des autres peuples du Proche-Orient. Par ailleurs, durant l'absence des Juifs, cette terre était devenue celle des Palestiniens.

Ces derniers furent donc soit chassés de ce territoire, soit victimes de ségrégation pour ceux qui restèrent en Israël.

Cette situation induisit donc de grandes tensions et de nombreux conflits guerriers sur ce territoire.

Plus de 60 ans après le retour des Juifs, le problème de la cohabitation entre ces derniers et les Palestiniens ainsi que la définition de leurs États respectifs reste entier.

Voyons maintenant l'aspect religieux.

Les religions :

Islam chiite et sunnite, judaïsme et christianisme

Les trois religions monothéistes (christianisme, judaïsme, islam) sont présentes au Proche-Orient. Les Juifs occupent pratiquement un seul État et les adeptes des deux autres religions sont répartis dans les autres pays.

Le cas de l’islam est particulier dans la mesure où il s’agit de la religion ultra-majoritaire dans la région.

Au sein de cette dernière, une divergence de vues existe sur la désignation du successeur du prophète Mahomet, à sa mort au VII^e siècle.

Ce désaccord théologique sur un point de détail a provoqué le schisme de l’islam suivant 2 tendances majeures :

- l’islam chiite
- l’islam sunnite

Dans le monde, l’islam sunnite est majoritaire à hauteur d’approximativement 85% par rapport à l’islam chiite. Ce dernier représente par contre environ 40% des musulmans au Proche-Orient qui sont donc en proportion importante dans cette région.

La principale cause de discorde endogène au Proche-Orient est donc la religion. En effet les musulmans chiites et sunnites, même s’ils cohabitent parfois pacifiquement, sont le plus souvent des ennemis jurés.

Les 2 plus grandes puissances régionales sont comme par hasard d’obédience opposée :

- l’Arabie Saoudite, sunnite
- l’Iran, chiite

Dans cette zone, les alliances se font en fonction de la couleur religieuse du gouvernement au pouvoir dans chaque État mais des embryons de guerres civiles peuvent se déclencher car des minorités opposées à un gouvernement peuvent se révolter.

Dans les grandes lignes, on distingue du côté des alliés à l’Iran, le « **croissant chiite** » avec :

- l'Irak, la Syrie et la faction chiite du Liban, le [Hezbollah](#).
- et du **côté sunnite**, alliés à l'Arabie Saoudite :
- le Qatar, les Émirats, le Yémen et la Turquie qui joue un double jeu.

Répartition des principales religions au Moyen-Orient



L'islam sunnite a également enfanté un monstre appelé « islam radical » ou « islamisme ».

*L'islam radical,
de l'État islamique « EI » au terrorisme*

[Retour à la table des matières](#)

L'islamisme est un mouvement radical prônant l'application d'une lecture stricte du coran à travers la [charia](#).

Ce mouvement issu de la famille sunnite prend ses racines dans deux mouvances :

- le [salafisme](#) avec sa déclinaison [wahabite](#) d'Arabie Saoudite
- les [frères musulmans](#) (origine Égypte).

Sur le long terme, les islamistes veulent imposer par la force du [djihad](#) (guerre sainte) une théocratie religieuse à toute la planète, à travers la notion d'[oumma](#), qui représente le « peuple » musulman, indépendant de toute notion d'États.

Le fameux [État islamique](#) autoproclamé, appelé également EI, EIL ou Daech est la dernière tentative en cours d'application concrète de ce concept.

Qu'est ce que l'EI ?

L'EI n'est pas une simple organisation terroriste de plus. En effet, derrière la façade islamiste se cache une structure bien pensée, très organisée et capable d'agir suivant plusieurs dimensions :

- *Militaire* : les combattants sont encadrés très efficacement par des anciens cadres de l'armée de Saddam Hussein.

– *Idéologique* : ils empruntent l'idéologie salafiste pour s'assurer du soutien des sunnites radicaux.

– *Financement* : l'EI contrôle une partie des puits de pétrole irakiens et syriens qui lui assurent des revenus conséquents avec la [complicité de la Turquie et des Occidentaux](#).

– *Recrutement* : l'organisation recrute au Proche-Orient et également dans le reste du monde pour renforcer son armée et remplacer ses pertes.

– *Communication* : une habile propagande djihadiste à tendance « gore » attire de nombreuses recrues à travers les réseaux sociaux. Cette organisation est apparue en 2006 en Irak à la suite de la destruction de ce pays par les Américains ; elle se propage depuis plusieurs années dans les pays voisins. Les sunnites du nord de l'Irak, laissés pour compte par le pouvoir chiite issu des urnes constituèrent un terrain favorable pour la genèse de ce mouvement.

La complicité active de certains pays du golfe est avérée, l'[Arabie Saoudite, le Qatar](#) et la Turquie leur fournissent du matériel, des armes et de la logistique.

Cette organisation a ensuite été rejointe par des groupes extérieurs [3] :

- environ 5000 wahhabites saoudiens
- des talibans
- des combattants tchéchènes venus de Russie
- de nombreux djihadistes recrutés au Proche-Orient et accessoirement en Occident dont nos fameux « crétins des banlieues ».

L'EI, avec la peur engendrée par son [ultra-violence](#) a rapidement conquis de grandes portions de l'Irak, bien aidé, si l'on peut dire, par l'inefficacité chronique de l'armée régulière irakienne formée par les Américains.

En terme d'effectifs, le chiffre de 30 000 djihadistes annoncé par les médias est ridicule, il est clair qu'on ne tient pas l'équivalent d'un

pays avec un si petit nombre, le chiffre réel des combattants est probablement au moins dix fois supérieur [4].

L'EI a enfanté de nombreuses filiales à l'étranger

Donnée fondamentale, l'EI apparu en Irak, a été rejoint par plusieurs [organisations islamistes internationales qui lui ont prêté allégeance](#). Ainsi, la Libye (n'ayant plus d'État), l'Égypte, le Yémen, le Caucase (Tchéchénie), la Tunisie, l'Algérie, l'Afghanistan et même l'Arabie Saoudite ont vu l'apparition de « filiales » de l'EI venus renforcer la puissance de cette organisation.

Une armée d'invasion organisée et la complicité active de la Turquie

Profitant d'un début de guerre civile en Syrie, l'armée de l'EI a passé la frontière syrienne et a décidé d'étendre le djihad dans ce pays. Cette dernière s'est emparée de puits de pétrole dans le nord/ouest de la Syrie, elle [vend cet or noir à une compagnie anglo-turque](#) qui l'écoule à son tour (blanchi) sur le marché international.

La Turquie, membre de l'OTAN, en discussions pour entrer dans l'UE et dans l'[OCS](#) (Organisation de Coopération de Shangai), joue donc un double jeu voire même un triple jeu dans cette région.

Le bombardier SU24 russe [lâchement abattu](#) par la chasse turque [dans le ciel syrien](#) sous prétexte de viol de son espace aérien ³ donne une idée du camp choisi par Erdogan, le dirigeant islamiste turc : celui de l'État islamique.

Cette agression constitue [un acte de guerre avéré](#) de la part d'un pays de l'OTAN envers la Russie.

³ La Turquie de son coté ne se prive pas de [violer réellement l'espace aérien grec](#).

Le terrorisme international au service de la stratégie de l'EI

Les islamistes et en particulier l'EI, sont à l'origine des principaux actes terroristes commis dans le monde, avec bien entendu les attentats récents à Paris. On nous répète que les principales victimes du terrorisme islamique dans le monde sont des musulmans en général chiïtes, cela est exact, mais il ne faut cependant pas oublier les [assassinats massifs de chrétiens](#) dans les zones d'influence des islamistes.

Ce qui précède montre que l'EI n'est pas qu'un simple groupe terroriste, mais une organisation sophistiquée avec de gros moyens déployés suivant plusieurs axes. Cela induit donc un certain nombre de questions sur cette organisation ainsi que et sur ses alliés. En effet, le soutien des Saoudiens, du Qatar et de la Turquie suffit-il à expliquer la puissance de cette entité ? ⁴

En effet, un certain nombre d'analystes [4][5] considèrent que, à l'instar d'Al-Qaïda, l'EI serait une création de la CIA dont les deux objectifs initiaux étaient :

- (1) de couper la route à l'Iran pour stopper leur aide militaire au Hezbollah libanais, un des rares mouvements capable de résister militairement à Israël .
- (2) d'entrer en guerre contre Bachar el-Assad pour le destituer.

Le fait que l'ancien candidat républicain à la présidence US, [John Mc Cain](#), ait reconnu sur Fox News [être en contact permanent](#) avec l'EI, va dans le sens de cette assertion.

Ces considérations liées à la religion étant posées, il existe un facteur majeur sans lequel le Proche-Orient ne ferait jamais l'actualité à travers les guerres permanentes qui s'y déroulent.

Ce dernier concerne bien évidemment la présence abondante de matières premières stratégiques pour toute la planète dans le sous-sol de cette région.

⁴ Voir les analyses du criminologue Xavier Raufer, [article](#) et [interview](#).

Le problème des matières premières : pétrole et gaz.

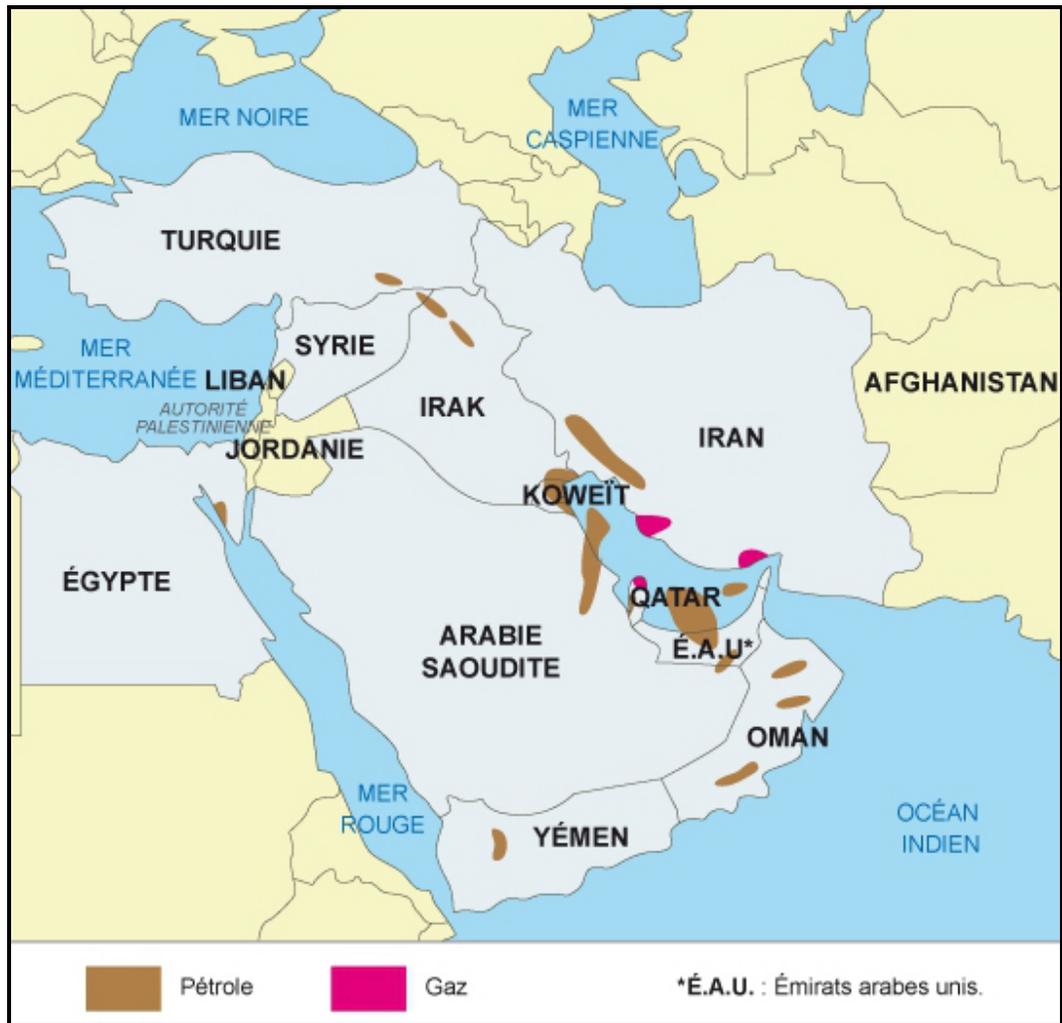
[Retour à la table des matières](#)

Avec les deux tiers des réserves mondiales de pétrole et 40% de celles de gaz, on comprend que cette région attise les convoitises des nations industrialisées très importatrices de ces ressources.

La plus grande partie des [réserves pétrolières de la région](#) sont concentrées dans quatre États (classement indicatif) :

- Arabie Saoudite : 1^{ères} réserves mondiales
- Iran : 2^e réserves mondiales
- Irak : 4^e réserves mondiales
- Koweït et Émirats arabes : 5^e réserves mondiales.

À noter que la Syrie possède une position stratégique pour le transport du gaz vers la méditerranée [6].



PARTIE 2 : L'INTERVENTIONNISME DES ÉTATS-UNIS AU PROCHE-ORIENT

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale les États-Unis sont en quête d'hégémonie sur toute la planète. Au vu des immenses réserves de pétrole présentes au Proche-Orient, ils ne pouvaient que devenir la principale puissance étrangère intervenant directement ou indirectement dans cette région.

La stratégie mondiale des États-Unis

Après une quarantaine d'années de bi-polarité partagée avec l'URSS, les États-Unis se sont retrouvés pour un temps dans un contexte unipolaire après la chute de leur rivale au début des années 1990. Le pays s'est alors doté d'une nouvelle stratégie, centrée sur un modèle géopolitique, pour conserver sa suprématie toute récente .

La géopolitique est une discipline dont les bases furent inventées par [Mackinder et Spykman](#) dans la première moitié du XX^e siècle. En synthèse, le modèle Mackinder prédit que si une puissance réussit à unifier l'Europe de l'ouest et l'Europe orientale, alors cette dernière dominera le monde.

Les Américains doivent donc l'en empêcher.

Pour ce faire, la première étape est de constituer une doctrine avec des ennemis créés de toutes pièces. Ce fut l'objectif des travaux de [Brzesinsky](#), du [PNAC](#) et autres concepts de [choc de civilisations](#).

En résumé, pour garder leur suprématie, les États-Unis doivent atteindre 4 objectifs :

- 1) conserver leur large supériorité militaire mondiale,
- 2) prendre le contrôle des matières premières,
- 3) empêcher par domination ou confinement d’autres États ou alliances d’États, d’atteindre un niveau de puissance comparable,
- 4) Convaincre les opinions publiques de leur bonne foi.

Aspect militaire

Le budget de la défense US, largement auto-alimenté par l’influence de leur complexe militaro-industriel est de loin [le plus important de la planète](#). Il leur permet une suprématie militaire offensive quantitative dans tous les domaines.

Ce point mérite cependant un bémol, en effet, les Russes possèdent une stratégie inverse, à savoir défensive et leur technologie dans ce domaine [est supérieure](#) à la technologie offensive des Américains [4].

Le contrôle des matières premières et des pays du Proche-Orient

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, les États-Unis se sont alliés pour une durée de 60 ans renouvelables à la théocratie islamiste ⁵ d’Arabie Saoudite (1ère réserve mondiale de pétrole) lors du fameux pacte [scellé sur le croiseur US Quincy](#) en 1945 par F. D. Roosevelt.

Ce pacte comportait la sécurité en approvisionnement pétrolier pour les Américains en échange de leur protection militaire.

⁵ Le régime Wahhabite de l’Arabie Saoudite est une théocratie barbare basée sur une application stricte du salafisme. Ce dernier a inspiré l’idéologie affichée par l’État islamique. Les princes saoudiens financent le terrorisme islamiste international et fournissent l’État islamique en armes, principalement américaines et françaises. La France a également [livré directement](#) des armes aux islamistes, en particulier de puissants [missiles antichar Milan](#) se sont retrouvés aux mains d’Al-Nosra.

Après cette alliance de longue durée avec le premier producteur mondial de pétrole et lorsque la superpuissance rivale eut disparu, la « [destinée manifeste](#) » des Américains les conduisit naturellement à tenter la prise de contrôle quasi totale du Proche-Orient. D’autant que les régimes laïcs de cette région (Libye, Irak, Syrie), plutôt orientés panarabes, représentaient une menace pour l’allié numéro 1 Israël [6].

Toutes ces raisons justifiaient donc la volonté de remodelage militaire du Proche-Orient des années 2000 lancées sous l’ère G.W. Bush et poursuivies plus tard par des États clients des américains : France et Grande Bretagne.

Les États-Unis sèment la zizanie en Europe

Conformément à la doctrine Mac Kinder, la stratégie des États-Unis pour l’Europe occidentale est d’éviter à tout prix une alliance de cette dernière avec la Russie.

*** Le premier axe de cette stratégie fut donc de vassaliser l’Europe de l’ouest avec un protectorat militaire (OTAN), un contrôle politique total (Union Européenne) et économique en cours de finalisation (TAFTA).**

* Le second axe fut donc de diaboliser la Russie afin de faire accroire aux populations occidentales que le régime de son président est de type dictatorial et expansionniste, même si les faits démontrent exactement l’inverse.

Contenir les puissances émergentes : BRICS

Les puissances émergentes [BRICS](#), plus particulièrement Russie et Chine, ayant une puissance militaire en pleine croissance doivent absolument être confinées (*containment*) par tous les moyens afin de les empêcher de peser significativement sur la géopolitique de la planète.

Cette stratégie, associée à la vassalisation de l’Europe aux États-Unis et plus récemment de la France [7], explique le « *Poutine*

bashing » récurrent dans la classe dirigeante et dans les médias *mainstream*, [propriétés de l'oligarchie](#).

La stratégie des États-Unis appliquée au Proche-Orient

[Retour à la table des matières](#)

Les objectifs des États-Unis étant clairement définis, il ne restait plus qu'à les réaliser.

D'après le modèle de propagande établi par Noam Chomsky [8], dans un État démocratique, il faut faire adhérer les populations à une politique donnée grâce à la « fabrication du consentement ».

En 2000, d'après le rapport du [PNAC](#) (déjà cité), il ne manquait plus qu'un *casus belli* pour lancer les premières opérations militaires. Ces dernières étaient destinées à atteindre l'objectif de maîtrise des ressources en matières premières du Proche-Orient.

Par un coup de chance phénoménal ⁶, moins d'un an après, les attentats du 11 septembre fournirent une magnifique opportunité.

Quelques jours après la chute des trois tours ⁷, on apprend avec stupeur que les plans d'attaque pour intervenir militairement contre sept pays du Proche-Orient étaient déjà prêts.

Cette information capitale fut révélée en 2007 par le général américain Wesley Clark :

⁶ Rappelons que la version officielle, toujours non prouvée, du complot exogène d'[Al-Qaïda](#) renferme d'innombrables incohérences et [questions sans réponses](#).

⁷ La plupart des gens ne savent pas qu'une 3^e tour (la tour numéro 7) s'est également effondrée sans qu'aucun avion ne l'ait percutée. http://www.dailymotion.com/video/x5xukd_wtc7-la-troisieme-tour-du-11-septem_news



<https://youtu.be/vE4DgsCqP8U>

D’après le [général Clark](#), la liste des États à « traiter » était la suivante : **Iraq, Lybie, Iran, Syrie, Liban, Somalie, Soudan.**

2003-2008, L’ère G. W. Bush la grande déstabilisation du Proche-Orient

[Retour à la table des matières](#)

L’invasion de l’Afghanistan en réponse au 11/9 puis celle de l’Irak à la suite du célèbre [mensonge historique de Colin Powell](#) à l’ONU, a donc amorcé le processus de remodelage à l’américaine du Proche-Orient.

Le résultat de cette brillante stratégie fut rapidement visible avec la reprise du pouvoir en Afghanistan par les talibans et l’apparition de l’EI en Irak.

Comme on l’a vu précédemment, l’EI s’est alors étendu comme par métastases afin de recréer un califat au Proche-Orient, avant vraisemblablement de s’attaquer au reste de la planète.

Malgré ces échecs, quelques années après en 2011, un « coup » similaire révélé par Roland Dumas ⁸ se préparait en Syrie :



<https://youtu.be/Is8o-wiRY4s>

La Syrie, dans le collimateur des euro-atlantistes

[Retour à la table des matières](#)

Durant des siècles, la minorité alaouite de Syrie, une branche du chiisme, n'avait subi que persécutions de la part de la majorité sunnite. En 1970, cette situation changea avec la prise de pouvoir de l'alaouite Hafez El Assad, à la suite d'un coup d'État [6]. Ce dernier réussit à stabiliser politiquement le pays grâce à un régime autoritaire qui réussit à contenir par la fermeté les premières tentatives de rébellion islamistes.

Depuis 2000, la Syrie est gouvernée par le président [Bachar el-Assad](#) qui succéda à son père, après la mort de ce dernier.

Le régime de Bachar est de type laïc et panarabe [6].

⁸ Interview sur Radio Courtoisie en octobre 2013.

Il possède le soutien *de facto* des alaouites, des druzes, des chrétiens et également de nombreux sunnites, puisque ces derniers sont traités à égalité des autres citoyens grâce à la laïcité.

La Syrie est aujourd'hui sur l'agenda des euro-atlantistes pour au moins deux raisons liées à l'énergie [6].

En effet, il existe un projet de gazoduc pour transporter le gaz du Qatar vers la Méditerranée afin d'approvisionner l'Europe et rendre cette dernière moins dépendante du gaz russe.

En outre, de très importants gisements de gaz (*offshore* et *onshore*) auraient été découverts en Syrie, ce qui attise la convoitise des compagnies occidentales.

Et puisque Bachar el-Assad, très lié avec les Russes, refuse le projet de gazoduc, il faut donc que ce dernier quitte le pouvoir.

Le départ exigé d'Assad n'a donc évidemment rien à voir avec de quelconques raisons humanitaires.

Depuis 2011, la Syrie est donc [victime d'un embargo](#) occidental très dur pour la population. Ce dernier étant justifié par l'assertion qu'une révolution populaire démocratique était réprimée par le pouvoir et qu'une guerre civile venait de commencer.

Contrairement à ce que prétend cette propagande occidentale, la guerre civile en Syrie n'a pas commencé en 2011 [6].

En effet, cette dernière a commencé en 1980 lorsqu'un commando des Frères musulmans s'est introduit dans l'école d'officiers d'Alep et a exécuté les élèves [alaouites](#) (chiites) en épargnant les sunnites.

Ce massacre n'est que l'application d'une ancienne *fatwa* émise au XIV^e siècle par le salafiste [Ibn Taymiyya](#) contre les alaouites.

Cet attentat sanglant avait été fermement réprimé en 1982 par l'oncle de Bachar avec la destruction de la ville de [Hama](#), fief de cette confrérie.

Les affrontements n'ont dès lors jamais cessé, mais les médias occidentaux ne s'y sont pas intéressés jusqu'en 2011.

Le 15 mars 2011, la manifestation d'une poignée d'opposants au régime est [montée en épingle par les médias occidentaux](#) qui tentèrent de nous faire avaler un nouveau Printemps arabe. Cette propagande

médiatique fut une sorte de répétition avant celle qui allait suivre en [Ukraine en janvier 2014](#) [2].

*La Syrie est en guerre
(et non pas en guerre civile)*

[Retour à la table des matières](#)

Progressivement, des mouvements salafistes prennent les armes contre le régime et en particulier [Al Nosra](#) la branche syrienne d'Al-Qaïda, soutenue militairement par les Saoudiens, les Qataris, la Turquie et...[la France](#) !

Cette guerre civile s'est rapidement transformée en guerre tout court.

En effet, hormis le soutien actif de puissances étrangères, le conflit s'est internationalisé avec l'entrée en lice de l'[État Islamique d'Irak](#) (EII) en 2012, ce dernier se rebaptisa État Islamique (EI).

Les motivations déclarées par l'EI sont de considérer la conquête de territoires en Irak et en Syrie comme la renaissance du [Califat ottoman](#) né au 16e siècle, âge d'or du pouvoir islamiste dans la région [6].

Cependant, si l'EI est bien une création de la CIA, les vraies raisons de son intervention en Syrie, liées à la stratégie américaine, ont déjà été évoquées.

En Syrie, les forces en présences sont aujourd'hui au nombre d'environ 80 groupes armés différents !

Le moins que l'on puisse dire est que la situation s'est [grandement complexifiée](#)...



Il y a d'un côté par les alliés du gouvernement Syrien : Iran, Irak, Russie et Hezbollah Libanais.

En face, l'EI et Al-Qaïda forment les groupes les plus puissants épaulés par les Saoudiens, Qataris et Turcs (ces derniers, membres de l'OTAN).

Selon l'observatoire [Syrien des droits de l'homme](#), un organisme proche des Frères musulmans, ce qui est appelé la répression⁹ aurait fait plus de 200 000 morts civils.

Ce chiffre, largement repris par les propagandistes est sans doute en dessous de la réalité [4], cependant, il englobe tous les morts de cette guerre. D'abord, les combattants des différentes armées (les pertes du seul régime sont estimées à 100 000) et groupes paramilitaires divers, les nombreux morts civils assassinés par les islamistes

⁹ Le terme répression est-il bien choisi dans le cas où un État souverain lutte contre des forces d'invasion islamistes de tout poil ?

(décapitations, égorgements...) et bien sur les morts civils collatéraux liés aux offensives de l'armée syrienne.

La désinformation médiatique occidentale laisse entendre que 100% des tués sont des civils victimes de l'armée de Bachar el-Assad...

Comment mener une guerre en zone urbaine ?

[Retour à la table des matières](#)

Puisque l'on aborde la question des morts dus à cette guerre, il faut évoquer le problème de la libération d'une zone urbaine pénétrée par des djihadistes.

Observons d'abord les [moyens mis en œuvre](#) par la France, à Saint Denis, pour arrêter les quelques survivants du groupe terroriste responsable du massacre parisien.

Pas moins de 110 hommes du RAID et de la BRI, auxquels se sont ajoutés 50 militaires, ont été nécessaires pour déloger une poignée de terroristes certes bien armés.

Le résultat est parlant, plus de 5000 munitions tirées par les forces de l'ordre et un immeuble partiellement détruit.

Analysons maintenant le contexte syrien.

Ce pays possède d'importants fiefs salafistes dont les effectifs sont de plusieurs milliers de terroristes potentiels. Ces derniers lancent à tout moment des opérations sanglantes contre les civils en Syrie, à l'image de ce que l'on a vécu à Paris le 13 novembre dernier.

La question est donc de déterminer comment l'armée régulière d'Assad peut déloger un groupe de plusieurs centaines de terroristes armés installés dans une zone urbaine sans faire de victimes civiles.

La réponse est simple, c'est impossible [4].

Il n'y a pas d'autre choix que de détruire la zone urbaine avec, hélas, tous les dégâts collatéraux que l'on imagine.

Ces questions se sont également posées durant la seconde guerre mondiale et les alliés n’ont pas proposé d’autres solutions que des bombardements urbains massifs pour vaincre les nazis.

L’exemple historique de la [bataille de Stalingrad](#) illustre parfaitement cette problématique.

On voit aujourd’hui les Américains et leurs affidés donner des leçons de morale au régime syrien.

Les Américains sont particulièrement mal placés au vu de la longue liste des victimes civiles faites sur sol étranger par leur armée depuis 60 ans (Vietnam : 4 millions, Irak : entre 0.5 et 1 million, etc.).

L’illusion d’une opposition modérée

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui concerne les atlantistes, l’objectif est de faire chuter le régime d’Assad par procuration en fournissant de l’aide en armements et logistique au groupe Al Nosra, prétendument « djihadiste modéré », oxymore inventé pour la circonstance.

Un autre groupe nommé « [Armée syrienne libre](#) » ou ASL, constitué à l’origine par des déserteurs de l’armée régulière syrienne, est supposé représenter une alternative démocratique au régime d’Assad. Cependant, si cette mouvance possède bien une représentation diplomatique, elle n’a en revanche quasiment aucune infrastructure de commandement militaire.

La coalition occidentale en guerre contre les islamistes ?

La [coalition](#) menée par les États-Unis contre l’État islamique, d’abord en Irak, puis en Syrie, a démarré son action depuis plus d’un an. La stratégie de cette dernière est principalement basée sur des frappes aériennes des forces de l’EI.

Ces dernières ne semblent [pas avoir obtenu beaucoup de résultats](#), puisqu’au contraire, l’État islamique, relativement contenu en Irak, a conquis plus des deux tiers du territoire syrien.

Ces frappes semblent donc plus destinées aux opinions publiques et à occuper le terrain médiatique plutôt que celui conquis par l’EI.

Cela s’explique d’ailleurs par le seul objectif politique annoncé par les Américains et leurs vassaux qui est la destitution de Bachar el-Assad. La destruction des islamistes entre alors en contradiction avec cet objectif ; en effet, il suffit d’attendre que ces derniers fassent le boulot.

Hélas pour les Américains, cette brillante stratégie fut remise en cause par l’[intervention Russe d’octobre 2015](#).

La stratégie Russe est en revanche claire et rationnelle.

Cette dernière consiste à affaiblir les islamistes (EI et Al Nosra) par des frappes aériennes massives et la destruction de leurs ressources, pour permettre à l’armée régulière syrienne de reprendre le terrain.

Après [deux mois d’intervention](#), les premiers résultats sont sans comparaisons avec ceux de la coalition américaine.

PARTIE 3 : LA FRANCE, NOUVEAU VASSAL DES ÉTATS-UNIS

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 2007, la France de Sarkozy s’est totalement vassalisée aux États-Unis. En particulier, au niveau militaire, le retour de la France dans le commandement intégré de l’OTAN fut un geste fort de soumission à Washington [7].

Les échecs systématiques de la politique militaire américaine auraient dû sembler évidents à tout le monde, mais cela n’a pas empêché

Sarkozy et Cameron d'appliquer, sur la « suggestion » de Washington ¹⁰, cette politique en Libye.

Ce comportement effarant n'est pas sans rappeler celui de la politique économique française, domaine dans lequel nos dirigeants semblent croire qu'en appliquant encore et encore les mêmes recettes, on finira par obtenir un résultat différent.

Rappelons une fois de plus la citation d'Albert Einstein :

“La folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent.”

*La « nouvelle » France,
100% atlantiste entre dans le jeu*

[Retour à la table des matières](#)

En 2011, la Libye était un État laïc et stable.

C'est à cette date que Sarkozy, avec son mentor le grand penseur BHL, tentent de faire accroire à l'opinion française qu'une révolution colorée vient de se produire, et que cette dernière est réprimée sauvagement par le colonel Kadhafi.

Outrepassant la [résolution 1973](#) du Conseil de sécurité, l'aviation anglo-française détruisit l'infrastructure militaire du dirigeant libyen, entraînant sa chute avec celle de tout l'appareil d'État libyen. Comme en Irak huit ans avant, le champ était libre pour les islamistes.

[Sarkozy a donc contribué](#) à la création d'un nid d'islamistes en Libye malgré les exemples encore fumants de l'Afghanistan et surtout de l'Irak (un autre ex-État stable et laïc) où les mêmes causes avaient produit les mêmes effets.

Un enfant de six ans aurait été en mesure de comprendre, avec deux exemples aussi flagrants, que toute intervention occidentale destinée à établir la « démocratie » dans un pays qui n'y est pas préparé se traduit par la prise de pouvoir de religieux islamistes extrémistes.

¹⁰ Les Américain, de plus en plus impopulaires dans le monde, [sous-traitent les interventions militaires](#) à leurs vassaux.

C’était semble-t-il trop compliqué à comprendre pour le successeur « socialiste » de Sarkozy et son brillant ministre des affaires étrangères Fabius.

Le « cas » Fabius

[Retour à la table des matières](#)

Nous pensions avoir touché le fond avec Kouchner, le ministre des affaires étrangères de Sarkozy. C’était sans compter avec le talent de François Hollande pour dénicher les apparatchiks les plus incompetents du sérail « socialiste ».

Laurent Fabius choisit systématiquement la pire option lors de chacune de ses prises de positions. Il est censé suivre la politique étrangère définie par le Président, à moins que ce ne soit l’inverse.

Commençons par rappeler les “top 3” des déclarations de Laurent Fabius :

1. « *Ils (Jabhat Al-Nosra) font du bon boulot* » – [Le Monde, 13/12/2012](#)

Rappelons qu’Al-Nosra est la branche syrienne d’Al-Qaïda, organisation désignée par G.W. Bush comme responsable des attentats du 11 septembre. Donc, M. Fabius fait l’apologie du terrorisme et considère que les successeurs de ceux qui ont détruit les tours jumelles font du bon boulot.

2. « *Bachar El Assad ne mériterait pas d’être sur terre* » – [En visite en Turquie dans un camp de réfugiés – 17/12/2012](#)

Appel à l’assassinat du dirigeant d’un État souverain en guerre contre des islamistes...

3. « *Le parti Svoboda (Ukraine) n’est pas d’extrême droite* » – [France inter – 11/03/2014](#)

Le parti Svoboda est un parti [ouvertement néo-nazi](#). Pour Fabius, il s’agit d’un parti de droite relativement modéré.

Vous ne rêvez pas, ces propos furent bien le fait du ministre des affaires étrangères en exercice dans notre pays.

Le fait que Fabius n'ait pas été remercié immédiatement, ni poursuivi en justice ¹¹ après de telles déclarations n'est pas simplement scandaleux en soi, mais également profondément honteux pour l'image et la crédibilité de la France à l'étranger.

Quand l'État refuse la liste des djihadistes français

Il semblerait par ailleurs qu'en 2013, la Syrie ait proposé à l'État français une liste des djihadistes français présents dans ce pays. Cette affaire a été [révélée par Bernard Squarcini](#) l'ancien patron de la DST/DCRI, à présent appelée Direction générale de la sécurité intérieure.

Manuel Valls aurait donc [refusé cette liste, sous la pression de Fabius](#) (encore lui), car les Syriens demandaient en échange la coopération entre les services de renseignements des deux États.

Cette affaire de la **dimension d'un scandale d'état** n'a évidemment pas fait la une des grands journaux, sans doute ont ils estimé qu'il s'agissait d'une information mineure.

« Bachar doit partir »

Personne en revanche ne peut reprocher au gouvernement français d'avoir une politique absconse pour ce qui concerne la Syrie.

Cette dernière tient en trois mots : « Bachar doit partir » !

C'est lisible certes, mais un peu court.

Depuis des mois, on n'entend plus que cette antienne gouvernementale sur toutes les ondes. Puisque l'élite le dit, alors examinons ce scénario d'un peu plus près.

¹¹ Il serait opportun qu'un juriste vérifie si ces propos ne tombent pas sous le coup des articles 421-2-5 et 121-7 du Code pénal pour apologie du terrorisme et appel au meurtre.

Le scénario du départ de Bachar el-Assad

[Retour à la table des matières](#)

Certains pays du Maghreb et du moyen orient ont vécu des changements de régime ces dernières années. Dans certains cas, des mouvements populaires plus ou moins spontanés ont imposé le départ du dirigeant en place et la tenue d'élections (Tunisie, Égypte).

Et le résultat fut le même dans tous les cas de figure, c'est le groupe dominant ou le mieux implanté dans le pays qui a pris le pouvoir, à savoir les islamistes.

Il suffit d'examiner quelle est, en dehors de l'État, l'entité la plus puissante en Syrie, la réponse que personne ne conteste est qu'il s'agit de l'état islamique ou EI.

En Syrie, nous avons vu qu'il n'existe aucune alternative politique crédible au président actuel.

Il est donc évident que si Bachar chute en pleine guerre contre les islamistes, alors l'EI et Al Nosra termineront l'invasion de la Syrie et se retrouveront rapidement [au pouvoir à Damas](#).

La suite est facile à imaginer : les alaouites, tenus comme des apostats, et les druzes/chrétiens considérés comme des infidèles, risquent l'extermination.

De plus, des islamistes seraient, pour la première fois, maîtres d'un pays entier.

Enfin, certains sont allés se rendre compte sur place de la situation en Syrie. Ils ne tiennent pas du tout le même discours que l'Élysée ou le quai d'Orsay, ce dernier ayant été élaboré depuis un bureau avec vue sur la seine. Le [rapport du colonel Hogard](#) de retour de Syrie accompagné de députés français est très instructif [9].

PARTIE 4 : QUE FAUDRAIT-IL FAIRE ?

[Retour à la table des matières](#)

Voilà maintenant le paragraphe que devraient lire nos dirigeants pour [ouvrir les yeux](#) et mettre en place une véritable stratégie politique en Syrie, et plus généralement pour rationaliser notre politique étrangère.

Notons d’abord qu’il est impossible d’analyser positivement la politique russe au Proche-Orient sans se faire taxer de pro-Poutine par les chiens de garde médiatiques des euro-atlantistes. Ces derniers ne font que jouer leur rôle de propagandistes de la stratégie américaine.

Cependant, dès lors que l’on analyse rationnellement les faits, les médias dominants sont moins à l’aise pour contre argumenter.

La politique de la Russie : un modèle de cohérence

Les Russes ont des intérêts en Syrie, un risque islamiste majeur sur leur territoire et un objectif politique clair.

[Retour à la table des matières](#)

En effet, les intérêts de la Russie sont visibles, ils ont un accord avec la Syrie pour l’accès de leurs marine militaire à la Méditerranée avec le [port de Tartous](#). De plus, parmi les combattants de l’EI, on trouve des Tchétchènes, ces derniers représentent donc une grave menace potentielle s’ils rentrent à domicile.

L’objectif des Russes est d’éradiquer les islamistes de Syrie en aidant ce pays à reprendre possession de la partie de son territoire occupée par ces derniers.

Les Russes respectent totalement le droit international

Le président Assad a [demandé officiellement l'aide](#) des Russes pour combattre les islamistes, ces derniers ont répondu favorablement à cette demande, l'intervention des Russes aux cotés de l'armée Syrienne est donc parfaitement légale.

Par ailleurs, la stratégie militaire des Russes est parfaitement rationnelle.

Les Russes ont une véritable stratégie politique et militaire

Ils ont d'abord un objectif clair : vaincre les islamistes en Syrie (et en Irak ?) et les repousser hors des frontières de cet État.

Pour atteindre ce dernier, il ne suffit pas de faire du *buzz* en bombardant (illégalement) quelques positions islamistes désertées [5], il faut agir suivant deux voies complémentaires :

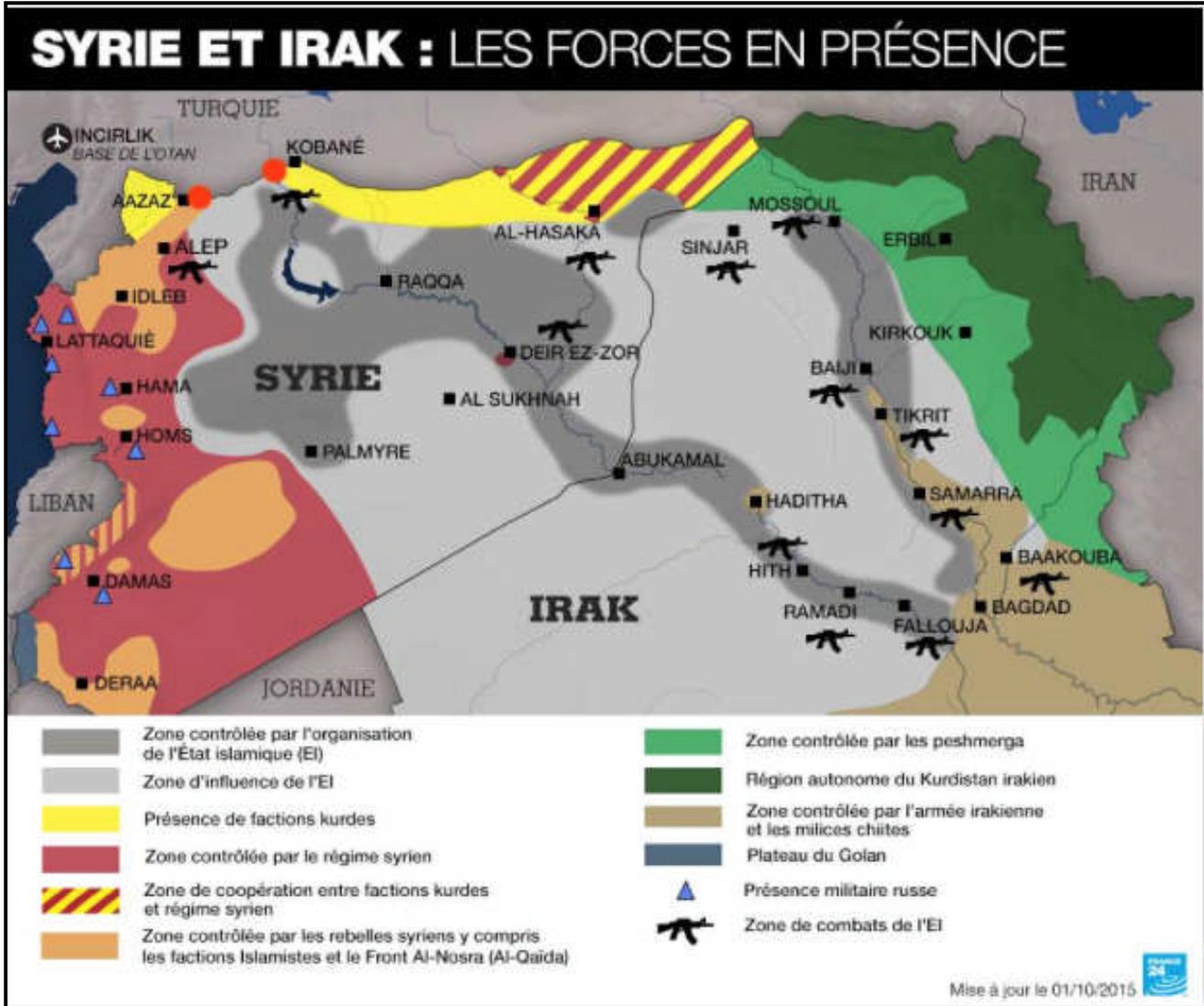
- couper les sources d'approvisionnement de l'EI,
- reprendre le terrain conquis et neutraliser son armée.

Ayant conquis de vastes zones pétrolières en Irak et en Syrie, l'EI revend l'or noir qu'il extrait en le transportant par camion vers le complice turc.

Ce n'est pas aux Russes que l'on va rappeler la [stratégie du maréchal Joukov](#) à Stalingrad en 1943 : ce dernier a gagné la bataille contre l'armée allemande de Paulus en coupant cette dernière de ses sources d'approvisionnement.

Pour assécher leurs revenus pétroliers, les Russes bombardent donc massivement les camions citernes de l'EI qui font la navette avec la Turquie.

Par ailleurs, la priorité est de reprendre les territoires à la frontière turque afin de couper la route du pétrole [10].



La carte ci-dessus montre qu'il ne reste qu'une bande de 80 km environ à fermer (entre les 2 points rouges) pour couper la route de la Turquie aux camions de l'EI. La stratégie la plus évidente serait de favoriser la jonction entre les Kurdes de l'est et ceux de l'ouest.

*Deux conditions indispensables :
le renseignement et une armée de terre*

[Retour à la table des matières](#)

Les trois piliers de la guerre moderne à gérer en parfaite synchronisation sont les suivants [5] :

- (1) l’information,
- (2) la force aérienne,
- (3) l’armée de terre.

Pour reprendre le terrain, il est indispensable d’avoir des troupes au sol, cependant, la projection d’une infanterie en Syrie demanderait d’énormes moyens, de plus, pour déterminer les points faibles de l’armée adverse, il faudrait un renseignement précis présent sur le terrain.

Or, il existe déjà un système de renseignement et une armée de terre expérimentée parfaitement opérationnels dans la région : ils sont sous le contrôle de Bachar el-Assad.

Cette observation n’a pas échappé au président Poutine et à son brillant ministre des affaires étrangères [Sergueï Lavrov](#).

La stratégie évidente et la moins coûteuse est donc, d’utiliser les informations des services syriens et d’appuyer leur armée avec une force aérienne assez puissante pour préparer le terrain à l’infanterie et affaiblir les djihadistes.

L’aviation Russe est alors synchronisée avec l’infanterie syrienne et celle de ses alliés pour leur permettre d’avancer dans la reconquête. La coalition montée par les Russes inclut non seulement la Syrie mais également l’Iran et l’Irak, première victime de l’EI.

*La non politique de la France,
y a-t-il un pilote dans l'avion ?*

[Retour à la table des matières](#)

« [Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts](#) » [Charles De Gaulle](#)

La France n'a pas d'intérêts en Syrie

Mise à part le fait que la Syrie fut sous administration française dans le passé, il ne nous reste que des liens culturels avec ce pays.

Par ailleurs, le régime de Damas ne menace en aucun cas notre pays, il souhaitait au contraire des relations politico/commerciales normales.

Nous n'avons donc rien à faire en Syrie.

La France ne respecte pas le droit international

Le syndrome du « Bachar doit partir » est une ingérence inacceptable dans les affaires d'un État souverain. De plus, faire appel à des considérations morales est d'une hypocrisie sans bornes. Si l'on va sur ce terrain, alors il faut immédiatement stopper toute relation avec l'Arabie Saoudite et le Qatar qui sont des régimes opposés aux droits de l'homme où l'on applique la charia, bien pires que celui de Damas.

François Hollande bombarde en Syrie sans aucune légitimité, il n'y a eu ni demande du Gouvernement syrien ni résolution de l'ONU qui sont les deux seuls cas où le droit international permet à un État d'intervenir sur le sol d'un autre.

Pourquoi bombardons-nous en Syrie ?

Donc, la France bombarde ; fort bien, mais quel est l'objectif politique de ces bombardements ?

Nul ne le sait, et c'est logique, vu qu'il n'y en a pas.

La seule raison de ces bombardements repose sur une opération de communication envers les "sans dents" si appréciés par notre Président. La France s'est associée, vraisemblablement sur ordre, à la coalition américaine qui bombarde l'EI depuis un an sans le moindre résultat.

Comme on l'a vu, le pari des Américains est que l'EI finira par vaincre l'armée régulière de Bachar, entraînant donc la chute de ce dernier. Il ne faut donc pas faire trop de mal aux islamistes afin de les laisser réaliser cet objectif.

Cependant, contre toute attente, l'armée de Bachar résiste depuis cinq ans. Cela se comprend car cette dernière est dos à la mer, et si elle est vaincue, ce sera la mort pour tous les combattants.

Il s'agit donc de vaincre ou mourir.

En conséquence, on bombarde « mollement » l'État islamiste et on [aide d'autres islamistes](#) comme al Nosra. Seulement, même bombardé mollement, l'EI a réagi avec les [attentats du 13 novembre](#) dernier qui a fait plus de 130 morts à Paris.

La politique atlantiste de Hollande/Fabius s'est donc, comme on l'a vu, retournée contre ces derniers...

Hollande et Fabius se sont mis dans une position intenable

L'alignement atlantiste avec Washington s'est donc retourné contre le couple infernal de l'exécutif qui, après avoir marché sur la queue du serpent, a provoqué sur le sol français le plus grave attentat terroriste de notre histoire.

Nous avons alors assisté à une invraisemblable tournée internationale de Hollande qui persista dans son obsession irrationnelle du « Bachar doit partir ».

Nous sommes maintenant dans une situation politique très difficile.

En effet, la situation d'urgence absolue impose à présent de rejoindre la position russe sans pour autant se dédire en reniant la position précédente totalement incompatible.

Bien entendu, la stratégie anti-Bachar américaine a obligé les Russes de siffler la fin de la partie et à intervenir à leur tour afin d'éviter des dégâts irréversibles.

Ce qu'aurait fait un vrai Président de la République française

[Retour à la table des matières](#)

Si nous avons eu un vrai Président (comme les Russes), il n'aurait d'abord jamais intervenir en Syrie pour contribuer à résoudre un problème créé à 100% par les Américains.

Annoncer quelques frappes sur l'EI pour suivre « l'ami » américain, améliorer les sondages et continuer à démontrer les capacités de nos Rafales nous a valu un désastre à Paris.

Maintenant que l'on a mis un coup de pied dans le nid de frelons, il ne reste qu'une seule option qui consiste à rejoindre la coalition russe afin de favoriser la reconquête par l'armée syrienne et l'éradication de l'EI.

Le choix du camp sunnite terroriste contre le camp chiite est une grave erreur commise par le gouvernement français.

La rhétorique propagandiste atlantiste relayée par la presse *mainstream* est aujourd'hui de plus en plus difficile à justifier.

On constate cependant, que même poussé par un événement d'une gravité sans précédente qui démontre l'inanité complète de sa poli-

tique, François Hollande n'arrive pas à s'adapter à un contexte nouveau.

Cette observation complète l'analyse de Philippe de Villiers sur ces énarques incapables de sortir de ce syndrome de [l'escalade d'engagement](#) [1].

Un léger espoir était apparu en 2003 avec un début de politique française amorcée par Chirac soutenant un axe franco/allemand/russe. Cette politique, non alignée sur les États-Unis allait dans la bonne direction, à savoir celle du général De Gaulle avec son célèbre : **une « Europe de l'Atlantique à l'Oural »**.

Elle fut sans lendemain comme on l'a vu avec le rapprochement total opéré par le régime Sarko avec l'oncle Sam [7].

L'Europe de l'Atlantique à l'Oural

[Retour à la table des matières](#)

La définition d'une politique répondant aux intérêts d'un pays découle tout simplement de l'observation d'une carte, c'est la base de la géostratégie.

L'Europe est avant tout une entité géographique et culturelle

L'Europe est avant tout une entité géographique et culturelle qui va de l'Atlantique à l'Oural. Nous sommes très loin d'une Europe politique qui n'existera sans doute jamais.

Il apparaît à l'évidence que notre intérêt, comme l'avait énoncé De Gaulle, serait de constituer une alliance des grandes puissances de notre continent (France, Allemagne, Russie) en favorisant une synergie des points forts de chaque nation.

Cette lecture a été faite dès longtemps par Vladimir Poutine qui, depuis des années, tente sans succès de se rapprocher de l'Europe de l'ouest. Les américains comme on l'a vu ont réussi (pour l'instant) à verrouiller cette dernière sous leur hégémonie.

Cette politique réaliste, prônée par le général De Gaulle est pour l'instant en *stand-by*.

Une alternance à l'UMP-PS, c'est pour quand ?

[Retour à la table des matières](#)

Le second tour des élections régionales a largement démontré que Marine Le Pen avait parfaitement raison de dénoncer la coalition « UMPS ».

Sous couvert de « front républicain », mots vides de sens, les atlantistes de l'UMP (ou LR) et du P « S » ont tombé le masque et ont montré leur connivence sur la plupart des questions, qu'elles soient économiques ou géopolitiques.

Terminons en remarquant que contrairement à certains pays de l'U.E., les forces de la vraie gauche sont maintenant en déroute dans ce pays.

Cette observation est encore démontrée par les résultats des dernières élections où le flot des mécontents s'est largement orienté vers le Front National. Ces derniers, de plus en plus nombreux, semblent voir en Marine Le Pen une dirigeante potentielle ayant la dimension de la fonction.

Toutefois, personne à l'heure actuelle, ne peut anticiper la politique qui serait menée par cette dernière si elle arrivait au pouvoir.

Après une alternance de façade, nul ne doute qu'en 2017, la politique de n'importe quel candidat de l'UMP-PS serait strictement identique à celle d'aujourd'hui, quel que soit le discours électoral de campagne.

Notons que le seul parti à avoir un programme clair de sortie de l'atlantisme est l'[UPR](#) [11] qui prône la sortie des trois entités (OTAN, UE, Euro) qui aliènent la souveraineté de la France.

La question est bien de déterminer ce qu'il faudra faire en 2017 au second tour...

LIENS

[1] Philippe De Villiers « Il est temps de dire ce que j'ai vu » – 2015

[2] [Synthèse sur l'Ukraine, une contre-propagande médiatique](#)

[3] Jacques Sapir et Jacques Myard à Sciences Po : L'UE a-t-elle une politique étrangère ? [Podcast ici](#)

[4] Entretien avec Thierry Meyssan – Octobre 2015 – [Podcast ici](#)

[5] Interview colonel Régis Chamagne – Meta TV – [Part 1](#), [Part 2](#), [Part 3](#)

[6] Aymeric Chauprade – Chronique du choc des civilisations – 4e édition 2015

[7] [Les 4 cas de haute trahison commis par l'ex président Sarkozy](#)

[8] Noam Chomsky – La fabrication du consentement – 2008

[9] [Retour de Syrie](#) – Colonel Jacques Hogard

[10] [Le grand coup de Poutine](#) – Chroniques du grand soir

[11] L'UPR est un nouveau parti politique français fondé par François Asselineau et qui s'est fait connaître à travers les réseaux sociaux. Ce parti prône le retour à la souveraineté de la France et propose dans son programme la sortie de l'UE, de l'OTAN et de l'Euro.

Site : <http://www.upr.fr/>

Lien sur cet article :

<https://zevengueur.wordpress.com/2015/12/30/la-geopolitique-du-moyen-orient-expliquee-a-hollande-fabius-et-autres-imposteurs-qui-nous-gouvernent/>

Blog de Zevengueur :

<https://zevengueur.wordpress.com/>